



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF-QSE

14 allée du Piot
ZAC Pôle Actif
30660 Gallargues-Le-Montueux

Référence : E4/25-1534

Code AIOT : 0006501399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement AMF-QSE implanté zone d'activité Parisud, boulevard Jean Monnet, 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF-QSE - SITE LIEUSAIN 2
- zone d'activité Parisud, boulevard Jean Monnet, 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006501399
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMF-QSE est autorisée à exploiter un entrepôt couvert, sur la commune de Lieusaint (77127).

Les activités de cet entrepôt sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89 DAE 2 IC 186 du 2 août 1989.

En 2008, les prescriptions relatives aux eaux d'extinction incendie ont été modifiées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°08 DAIDD IC 333 du 28 octobre 2008.

Le 20 janvier 2012, la société AMF-QSE a bénéficié du récépissé de déclaration n°2012/DRIEE/UT77/08 pour l'exploitation d'un local de charge d'une puissance maximale de courant continu de 280,08 kW.

Le 5 juin 2015, le récépissé de déclaration n°2015/DRIEE/UT77/077 a été délivré à la société AMF-QSE pour l'extension de son activité de stockage.

En 2021, à la suite du porter-à-connaissance déposé le 19 novembre 2020, l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/DRIEE/UD 77/002, en date du 9 mars 2021, a modifié l'arrêté préfectoral de 1989.

En 2022, un nouveau porter-à-connaissance a été déposé. Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral n°2022 DRIEAT UD77 144, du 26 décembre 2022, a été délivré à la société AMF-QSE. Les dispositions de ce dernier remplacent celles des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Le locataire de l'entrepôt est Kuehne-Nagel. Il a été précisé que l'activité de Kuehne-Nagel sera reprise par ADP World à compter du 1er juillet 2025, sans modification de l'exploitation et avec conservation du personnel actuellement présent.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déclaration annuelle émissions et transferts de polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	9 mois
5	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Local de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations de combustion - Efficacité énergétique	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Déchets	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 5.1.2	/	Sans objet
4	Produits chimiques	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que des non-conformités soient constatées, l'exploitant a déjà engagé les actions nécessaires pour y remédier. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées tous les documents permettant d'attester la bonne réalisation des actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de combustion - Efficacité énergétique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.[...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 17 octobre 2023, il avait été constaté que le contrôle des chaudières faisait apparaître un dépassement en NOx pour la chaudière n°2. Il avait été demandé à l'exploitant de se mettre en conformité.</p> <p>Compte-tenu de l'ancienneté des chaudières, il n'a pas été possible de changer les pièces nécessaires afin de ne plus avoir de dépassement en NOx ; l'exploitant a donc procédé au changement de ces dernières. Les nouvelles chaudières ont été installées le 12 novembre 2024. Leur puissance est identique aux précédentes chaudières : 2 x 940 kW.</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport d'inspection périodique du contrôle des nouvelles chaudières. Ce dernier est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets. Ce dernier contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date d'expédition du déchet ;- la nature du déchet sortant avec le code selon la nomenclature européenne ;- les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants ;- la quantité de déchets ;- l'identité du producteur du déchet ;- les coordonnées de l'installation d'expédition du déchet ;- la raison sociale et le numéro SIREN du transporteur ;- les coordonnées du transporteur du déchet, ainsi que le numéro de récépissé de la déclaration déposée par ce dernier auprès de la préfecture ;- le numéro des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ;- le type et le code du traitement opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié (recyclage, incinération, enfouissement, etc.). Par ailleurs, les BSDD ont également été communiqués. Il est à noter que la colonne SIRET du déclarant n'était pas renseignée. Cet oubli a été corrigé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration annuelle émissions et transferts de polluants et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERP
Prescription contrôlée : [...] II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :<ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. [...]
Constats : La consultation du registre des déchets (<i>cf. point de contrôle n°2</i>) a montré que l'exploitant expédie au moins 5 tonnes de déchets dangereux par an. Par conséquent, il est soumis à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets. Or, la déclaration GERP n'a pas été réalisée pour l'année 2024. Il a été rappelé à l'exploitant son obligation de réaliser cette déclaration sur l'applicatif GERP avant le 31 mars de l'année N, pour ses émissions de l'année N-1. L'exploitant s'est engagé à réaliser sa déclaration avant le 31 mars 2026 pour l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera sa déclaration annuelle d'émissions et de transferts de polluants et déchets pour l'année 2025 avant le 31 mars 2026. Il transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de sa déclaration effective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Produits chimiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le registre des produits dangereux présents sur le site. Il lui a été demandé de transmettre les fiches de données de sécurité (FDS) des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">- Sanitaire Ecolabel ;- WD40. Il est à noter que les produits dangereux présents sont en petites quantités. En effet, il s'agit des produits utilisés pour l'entretien courant du site. Les FDS transmises sont conformes au Règlement (UE) n°2020/878 du 18/06/20 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Dans la FDS du produit sanitaire Ecolabel, la rubrique n°7.2 relative aux conditions de stockage renvoie à la rubrique 10 de la FDS (" <i>Conditions à éviter et/ou matières incompatibles, voir la rubrique 10</i> "). Or, à la rubrique 10, il est écrit : « <i>Ce mélange est stable aux conditions de manipulation et de stockage recommandées dans la rubrique 7</i> ». Aussi, il n'est pas possible de savoir quelles sont les conditions de stockage optimales. Cette remarque est à faire remonter au fournisseur du produit. La FDS du WD40 n'a pas appelé de remarque de l'inspection des installations classées. Lors de la visite, il a été constaté que les produits dangereux sont stockés dans les locaux de maintenance qui sont fermés à clés. Tous les produits sont sur rétention. Un tableau des incompatibilités des produits est présent dans les locaux. Par ailleurs, il a aussi été observé que les types d'extincteurs présents à proximité des locaux de maintenance sont conformes aux recommandations de la FDS : un extincteur à eau pulvérisée près du local où se trouve le sanitaire Ecolabel et un extincteur poudre près du local où est stocké le WD40.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégés contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. Il est remédié par l'exploitant à toutes déficiences dans les plus brefs délais.
Constats : Le rapport de vérification des paratonnerres du 19 avril 2023 fait état d'une installation fonctionnelle/dégradée, d'une non-conformité aux normes de référence et à la réglementation. Le rapport de vérification du 12 mai 2025 fait état de paratonnerres non-conformes à la norme NF C17102. L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées que la vérification des installations foudre de 2023 n'a pas été faite selon la bonne norme. Toutefois, la vérification de 2025 ayant confirmé la non-conformité des paratonnerres avec l'utilisation de la bonne norme, l'exploitant a accepté et signé le devis le 11 juin 2025. Il a été demandé au prestataire que les travaux soient réalisés dans les meilleurs délais. L'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur le fait que la modification des paratonnerres peuvent entraîner une modification de l'analyse du risque foudre (ARF) et, le cas échéant, de l'étude technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- la date de réalisation des travaux <u>dès qu'elle sera connue</u> ;- les éléments permettant de justifier de la bonne réalisation des travaux, <u>sous 3 mois</u> ;- les éléments permettant de justifier que le changement des paratonnerres n'impacte pas l'ARF et, le cas échéant, l'étude technique ;- le cas échéant, les nouvelles ARF et étude technique, sous un délai de <u>3 mois</u>.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Local de charge
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter, conformément au point 5.7 et au titre 7, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement [...].
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le revêtement étanche du sol du local de charge était dégradé par endroit. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de s'assurer de la bonne étanchéité du local de charge. L'exploitant a précisé que la commande pour la réfection de la résine a déjà été passée. Il est en attente d'une date pour la réalisation des travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier de la réfection du sol du local de charge.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois